

le prolétaire

parti communiste international

SUPPLEMENT POUR
LA BELGIQUE &
LES PAYS-BAS

N°13

TRIMESTRIEL
20 fb

EDITEUR RESP.:
J. ARNOLDY
258 rue de la
jardinière-Angleur

mars 1981

Dans ce numéro:

En Français:

Passons à la lutte de classe ouverte!
La lutte contre les licenciements.
Le PTB et les nationalisations.

- Vitry et le P.C.B.-Démocratiser l'armée?
- Le C.C.I. et les immigrés.
- British Leyland-F.N.
- Vie du Parti: **Libérez les emprisonnés de Blida!**
- tract du Parti.

En Néerlandais:

Le C.P.N. face à l'austérité.

Le Crochet: une "fausse note" nationaliste?

Le CPN et le racisme.

Tract sur le chômage.

Ce qu'est et ce que veut le P.C.I.

Belgique: **passons à la lutte de classe ouverte!**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Passons à la lutte de classe ouverte!

Les événements de ces dernières semaines constituent un puissant appel à la lutte de classe ouverte et déclarée non seulement contre la bourgeoisie mais aussi contre ses larbins : les réformistes.

En effet, la vague de grèves qui a déferlé sur le pays, et qui n'est pas encore totalement terminée aujourd'hui doit être regardée par les révolutionnaires et les ouvriers combattifs comme une formidable démonstration de quelques vérités de classe; vérités que tous les opportunistes, tous les dirigeants syndicaux vendus à la bourgeoisie, voudraient bien escamoter :

- 1) C'est la mise en mouvement des masses ouvrières qui a empêché le gouvernement de faire appliquer tel quel son plan d'austérité.
- 2) Mais, en même temps, c'est le strict contrôle syndical sur le mouvement gréviste qui a permis au patronat d'imposer des mesures pres que aussi sévères, assorties de la "paix sociale" pour deux ans.
- 3) La conjonction du plan de redressement de Martens et d'une série de fermetures d'entreprises ou d'ateliers a provoqué de saines réactions de classe (débrayages et manifestations spontanées, grèves au "finish", occupations d'usines...). Les bonzes syndicaux ont été très souvent chahutés, hués, désavoués par les ouvriers en colère. L'idée de la grève générale était partout présente : pourquoi faire grève un jour après le voisin quand on a les mêmes problèmes ? Tous ensemble voilà ce qu'il faut faire.
- 4) Mais en même temps, la conviction qu'on pourrait pousser les syndicats à mener vraiment la lutte ou à lancer une "vraie grève générale" n'y était pas.

Dès lors, quelles sont les premières leçons à tirer des faits du point de vue de la lutte contre l'austérité, le chômage et les licenciements. Pour nous, il s'agit de confirmations mais nous savons aussi que de nombreux travailleurs ont pu mesurer concrètement à quel point elles sont essentielles.

Le jeu des directions syndicales, des appareils de la FGTB et de la CSC a été clair : mouler la riposte ouvrière par des mouvements partiels, tournants, par branche etc.. pendant des semaines en dissipant ainsi l'énergie ouvrière, en essayant ainsi de démoraliser et décourager les travailleurs; *diviser les travailleurs* en assignant aux grèves et manifestations des objectifs de division : non pas la lutte contre l'austérité et les licenciements, mais la lutte pour une "juste répartition" de ces fléaux capitalistes. C'est ainsi que la FGTB et la CSC ont essayé de dresser les uns contre les autres les travailleurs de Liège et de Charleroi ou de Flandre et de Wallonie !

Les réactions de la classe ouvrière face au sabotage syndical sont multiples, mais elles vont toutes dans le même sens : les syndicats perdent sérieusement de leur influence. Encore faut-il distinguer les secteurs où les luttes ont été les plus vigoureuses (Sidérurgie, Textile, Automobile, la FN, Caterpillar...) et les autres où la conscience ouvrière, *tant il est vrai que seule la lutte peut la faire avancer*, est restée quelques pas en arrière. Il faut aussi faire la différence entre les *larges masses* et les *noyaux d'avant-garde*. Ces derniers sont sans doute dispersés et encore très faibles mais il est clair qu'ils ont su ici et là saisir les occasions qui se présentaient, les failles qui s'ouvraient devant le mouvement de classe, pour pousser la lutte un peu plus loin. *Dès lors, la perspective qu'il faut défendre est celle de la coordination de ces efforts, qu'ils s'expriment en dehors ou en dedans des syndicats. Cet objectif doit être recherché pratiquement, concrètement, sur le terrain. Tout pas fait dans ce sens sera un acquis pour toute lutte ouvrière et on ne saurait le remplacer par une simple dénonciation verbale des méfaits des directions syndicales.*

Car entre le dégoût provoqué par la politique de celles-ci et un large mouvement ouvrier pour la défense réelles des intérêts prolétariens, il y a un grand vide. Il est tellement énorme que les travailleurs en sont désorientés. C'est aux travailleurs d'avant garde, et parmi eux, aux révolutionnaires, de combler ce vide en travaillant à l'organisation de la classe.

Le front commun entre les dirigeants syndicaux, l'Etat et la bourgeoisie qui s'exprime si bien par le traité de "paix sociale" qui vient d'être conclu (et qui se traduira demain par le désaveu des grèves et donc le non paiement par les syndicats des journées perdues) ne pourra être brisé que par un lent travail d'organisation des prolétaires en dehors du contrôle des appareils syndicaux.

X X X X

Mais, il n'y a pas que sur le terrain syndical que l'on voit se créer un grand vide. Sur le plan politique, c'est la même chose. Le P. C. B. n'a-t-il pas déclaré que la "perte sèche de crédibilité du P. S. ne fait sourire que les ennemis de la démocratie" (Drapeau Rouge du 2 Février). Entendez par là que si le parti qui détient le maximum d'influence sur la classe ouvrière vient à perdre le contrôle de celle-ci, les autres partis attachés à la démocratie, c'est à dire à cette société d'exploitation, même s'il se place plus à gauche, ont la trouille. Et c'est vrai que l'usure du PS au pouvoir, la faiblesse du P. C. et des gauchistes posent une question fondamentale : et si demain la classe ouvrière se révolte, qui pourra bien endiguer ce déferlement ? Voilà pourquoi Glinne et consorts voudraient

amener le P. S. à quitter le gouvernement. Voilà pourquoi la LRT s'est adressé à ces "socialistes de gauche" pour leur proposer de créer ensemble un "nouveau parti, vraiment socialiste" (La Gauche du 19 Février). Voilà pourquoi les uns et les autres se lamentent sur l'absence d'un "Parti des travailleurs chrétiens" capable de bien encadrer les tendances de gauche à la CSC!

Les mois qui viennent s'annoncent difficiles pour les travailleurs car la bourgeoisie, forte de la "paix sociale" et talonnée par le déficit budgétaire et les impératifs de la rentabilisation des entreprises, va relancer à fond l'austérité. Mais ils s'annoncent aussi difficiles pour la bourgeoisie : le P. S. en portant Spitaels à sa tête s'accroche au pouvoir et l'opposition est vide. On peut en déduire que le mécontentement ouvrier s'exprimera avec force, alors que pratiquement un travailleur sur dix est privé d'emploi, que le salaire réel s'amenuise de plus en plus.

Il se trouvera toute sorte de forces pour prétendre représenter une "alternative" : de la gauche du P. S. à la L. R. T. en passant par le P. C. B. et le P. T. B.. Mais tous ceux là ont déjà renoncé à la seule et véritable alternative qui mérite tous les sacrifices : *la révolution prolétarienne. Cette alternative là n'aura une chance d'aboutir que si, dès maintenant, s'édifie le PARTI COMMUNISTE MONDIAL.*

Le 23 Février 1981.

FLASH SUR LES LICENCIEMENTS :

Entre 1974 et 1979, il y a eu en Belgique, 227 000 pertes d'emplois.

À tout cela vient s'ajouter les licenciements suivants :

- Electro Dynamique 100
- Meyerhauser, multinationale américaine, 83 à Grand Brégnard,
- Ghlin à Mons 175,
- Clars International 368
- Safak à Solesin 160
- Cockerill Sambre au moins 4000
- Boel 160
- British Leyland 2700
- Citroen 905
- Volvo - Saint Trond 230
- Sodemeca 700
- Intermills à St Servais 370
- Charbonnage de Roton à Farciennes 800
- Fabelta Tubize 650.

Dans 36 entreprises du secteur de la confection, on compte 2375 emplois de supprimés au second semestre 1980, on en prévoit 15 000 d'ici 1985.

Tous ces chiffres ne représentent qu'une partie Les derniers chiffres officiels indiquent 378 673 chômeurs complets indemnisés. Si on ajoute les chômeurs non indemnisés, les stagiaires CMT, CST, on peut estimer le chiffre à 600 000. Et sans compter le chômage partiel qui touche des milliers de travailleurs !

La lutte contre les licenciements.

La bourgeoisie a une certitude : la multiplication des licenciements est inévitable. Mieux, licencier, "c'est le meilleur investissement que l'on puisse faire", comme le dit un dirigeant de BSN, "même si cela nous coûte un an de salaire par emploi supprimé, c'est encore rentable" (L'expansion du 6.6.80). Les replatreaux du capitalisme (PS et PC, FGTB et CSC) ont bonne mine quand ils supplient les patrons et l'Etat d'"investir pour créer des emplois".

Dans la question des licenciements, deux cas peuvent se présenter :

1 - Une partie seulement des travailleurs est menacée.

Dans ce cas, la bourgeoisie détient avec ses plans de licenciements minutieusement préparés une arme précieuse de division et de chantage : "tenez vous tranquilles, si voulez être parmi les élus" (licenciés d'après demain !).

2 - Le cas du licenciement complet : ou des fermetures d'entreprises, le patronat s'évertue à étouffer les réactions des ouvriers ou à les retarder. En faisant courir le bruit d'une reprise éventuelle de l'usine ou en promettant des fonds de la part de l'Etat, qui en général n'arrivent jamais (comme à Fabelta Tubize)...

Face à des menaces ou à un plan global de licenciements, on peut donner les indications suivantes :

Nous devons montrer que les licenciements sont une tendance fondamentale du capitalisme pressé par la crise, que les "erreurs de gestion" et autres facteurs particuliers peuvent avoir leur poids, mais qu'ils sont secondaires : ce qui fait que le "délestage" touchera demain ceux qui semblent épargnés aujourd'hui.

Mais en même temps nous devons aussi montrer que malgré tout, seule la lutte collective, résolue et unie donne, d'abord, une chance de retarder l'échéance. C'est une expérience quotidienne que l'on peut avoir sous les yeux : même pris à la gorge, comme il le dit, le patron individuel réfléchira devant le coût financier d'un licenciement dans les formes; et la bourgeoisie collectivement s'interrogera sur le coût social d'une agitation qui peut être contagieuse, et ceci d'autant plus qu'elle verra se former des liens entre différentes entreprises et qu'elle sera moins sûre de pouvoir asphyxier la lutte entre quatre murs, avec l'aide des bonzes syndicaux..

Nous devons montrer d'avance que seule la solidarité des travailleurs entre eux peut réduire les effets des chantages patronaux. Et cette solidarité surtout dans le climat social actuel ne se forme pas à froid, par de simples appels moraux : pour prendre corps, elle a besoin de la lutte, de toutes les occasions particulières qui la cimentent à travers la solution de problèmes concrets.

Il faut montrer que si, ensuite, la boîte ferme, seule la force de l'action directe et la menace des salariés unis permettront d'arracher le maximum de dispositions légales d'indemnisation, primes, stages etc, déjà calculées au plus juste, et que la bourgeoisie s'efforce toujours de *ne pas appliquer* lorsqu'elle n'a en face d'elle que des ouvriers isolés et démoralisés.

C'est pourquoi présentés correctement, les mots d'ordre de "non aux licenciements" et celui d'indemnité maximum ou de conservation du salaire intégral pour les licenciés *ne sont pas contradictoires*.

Cela ne l'est que dans la perspectives des réformistes, des dirigeants syndicaux qui disent "ce sont les capitalistes qui nous nourrissent et leurs entreprises sont indispensables à notre survie". C'est pourquoi, tout en lançant l'appel platonique à la défense de l'emploi, ils le lient à la "défense de la région" à la "santé de l'entreprise". Ainsi comme l'indique la "Cité" du 2.12.80, à propos de la lutte contre la fermeture des "Moulinages de Motte" et des licenciements au peignage et à la teinturerie, les syndicats pendant la négociation avec l'Etat, ont fait en sorte que "les travailleurs n'ont jamais cessé de produire à l'occasion de leurs actions, afin de ne pas placer leur entreprise dans une situation plus difficile encore : chaque action a été menée par les équipes en repos, qui se sont relayées". Alors que le *seul moyen de faire reculer les patrons, c'est de porter atteinte à leurs sacrés profits* ! Voilà en quoi réside la force des ouvriers. Les intérêts des ouvriers, les "acquis" qu'ils peuvent obtenir par la lutte se font toujours contre les intérêts des patrons et donc de l'économie régionale et nationale. Les syndicats, en défendant la santé de l'entreprise et de la région, ont choisi leur camp ! D'ailleurs, ils ne veulent même pas refuser les licenciements : à propos de la fusion Cockerill Sambre, ils négociaient la façon dont ils vont être répartis, faisant de cette lutte, une véritable école de dressage des ouvriers au patriotisme d'entreprise, au chauvinisme ... régional, à la division...

Aux Cableries de Charleroi, les ouvriers en grève ont obtenu l'application des conventions collectives, mais en échange, les patrons ont obtenu des syndicats qu'ils acceptent les restructurations nécessaires, c'est à dire ... les licenciements.

Quelle politique opposer à celle des réformistes et des bonzes syndicaux ?

Sans être nullement une panacée, l'occupation des entreprises reste souvent un précieux moyen de pression et d'organisation des ouvriers. Mais à condition que les travailleurs mènent cette occupation sans se laisser arrêter par aucune considération morale de respect de la propriété des machines, du capital, et se considèrent comme en guerre, sans oublier non plus que la ruse et le dosage de l'offensive et de la défensive selon l'état des forces fait aussi partie justement de l'art de la guerre...

L'occupation est un moyen d'organisation à condition qu'on en profite pour entretenir concrètement dans l'entreprise une véritable vie de classe, pas seulement avec les discussions, mais avec une participation du plus grand nombre à

toutes les tâches pratiques, du ravitaillement aux garderies...

Enfin, l'occupation peut être la base d'une extension de la lutte, ou d'une coordination des grèves, un point d'encrage pour les chômeurs de la région. Mais c'est ce que l'opportunisme évite soigneusement lorsqu'il parle d'occuper les entreprises. A British Leyland, par exemple alors que les ouvriers se prononcent spontanément pour la grève, les bonzes syndicaux l'ont refusée, faisant poursuivre la production, sous le fallacieux prétexte que les 1500 voitures produites, serviraient de butin de guerre pour les négociations (sic!). Continuer la production excellent moyen d'occuper ... les ouvriers à autre chose que l'organisation de la lutte. Bien plus les bonzes syndicaux ont fait de British Leyland une véritable prison. Ainsi les ouvriers de Glaverbel, venus par solidarité, assister à une A. G. se sont fait foutre dehors. Et les visites organisées, bien encadrées par les bonzes permettent de voir le processus de fabrication mais parler aux ouvriers ... impossible !! Le filtrage est bien au point. On laisse la porte fermée aux autres travailleurs.

Comme toutes les luttes partielles, le combat des travailleurs qu'on veut sacrifier à la restructuration capitaliste doit avoir pour guide l'unification concrète des travailleurs de toutes catégories et situations (par exemple en demandant la réduction du temps de travail pour tous), le resserrement des liens de classe ce qui exige quelles que soient au départ les "idées" des travailleurs, leur organisation *indépendante* par rapport aux défenseurs du produit, de l'entreprise et de l'économie nationale !

Les récentes manifestations et grèves ont montré la grande combativité des ouvriers. Leur volonté de lutte n'a pourtant pas pu venir à bout des manoeuvres d'isolement et de division de la part des syndicats. Ceci ne doit pas donner lieu à un découragement, mais montre que l'extension des luttes, la solidarité de tous les travailleurs, l'organisation d'une véritable vie de classe doit *passer par la lutte contre les directions syndicales, aux mains des réformistes et donc contre la collaboration de classe*.

Ceci est un travail de longue haleine et difficile. Mais c'est la seule voie pour que puisse renaitre à une grande échelle la lutte prolétarienne véritable !

Si ces positions vous intéressent venez discuter à nos permanences :

*Le 2° Lundi de chaque mois,
de 19 h 30 à 21 h 30
Café de la Régence,
Pl Ferdinand Cocq, 12
1050 - BRUXELLES*

*Ou écrivez :
Mr Arnoldy, BP 199
1060 - BRUXELLES 6.*

*N° CCP J. Arnoldy : 000-0943681-65
LIEGE.*

Le PTB et les nationalisations.

Nous avons à plusieurs reprises dans ce journal raillié la position du PTB qui consiste à dire face à l'anarchie du système capitaliste, face à la fermeture d'entreprises monstrueuses, jetant des milliers de travailleurs sur le pavé : "Nationalisations démocratiques sans indemnisation". C'est ainsi qu'il a lancé une telle solution notamment pour la sidérurgie en expliquant qu'elle serait "Le point de départ d'une autre politique sidérurgique et d'une politique de reconversion, assurant aux travailleurs de ce pays du travail et des revenus décents."

Mais qu'est ce que cela veut dire ?

Ceci est un mot d'ordre qui en lui-même ne veut pas dire grand chose, si ce n'est laisser croire aux travailleurs que l'Etat capitaliste - ce garant des intérêts de tous les patrons - peut enlever des mains de la clique qu'il défend des secteurs industriels entiers et les gérer lui-même et ce dans l'intérêt des travailleurs !

Pour démontrer le contraire, il suffit de voir comment est gérée la SNCB... qui pourrait croire que ces travailleurs sont mieux lotis que les autres !! Ne se font-ils pas autant exploiter, leurs revenus sont-ils plus décents ???

Dans l'Anti-Duhring, Engels ne disait-il pas : *"Ni la transformation en sociétés par actions ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de Capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne est à son tour que l'organisation que la société se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quel que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des ouvriers, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble". ... "La bourgeoisie s'avère comme une classe superflue; toutes ses fonctions sont maintenant remplies par des employés rémunérés".*

Où est donc l'intérêt des ouvriers, dans ce mot d'ordre de nationalisations ?

Nulle part ! Et les travailleurs de la sidérurgie le savent bien, l'Etat n'a-t-il pas parlé de donner de l'argent à condition de dégraisser les effectifs et d'améliorer la production !! D'ailleurs le PTB s'en rend compte si bien que dans sa brochure intitulée : "Programme, documents du congrès", il s'essouffle pour expliquer

d'abord que la nationalisation doit être avancée toujours avec la non indemnisation du patronat et qu'ensuite cela n'enlève rien aux rapports capitalistes de production mais qu'elles peuvent "jouer pleinement un rôle positif dans le développement futur de la lutte de classe" (op. cité p 122) Note 1.

En quoi la réalisation d'un tel mot d'ordre développerait-il la lutte de classe, cela le PTB ne le dit pas !

Bien plus, une page plus loin, il note que : "la nationalisation ... ne peut être que le résultat de grands mouvements révolutionnaires". Alors en fait, ces maoïstes agitent aujourd'hui un mot d'ordre en tentant de faire croire qu'il répondrait aux besoins réels des travailleurs alors qu'ils savent pertinemment qu'il ne peut aboutir que grâce à de "grands mouvements révolutionnaires"!

Est-ce dans la vertu du mot d'ordre qu'ils pensent pouvoir préparer la masse des travailleurs à un mouvement révolutionnaire, alors qu'aujourd'hui le problème est de faire face aux attaques de la bourgeoisie sur le salaire et l'emploi, et, au sabotage des organisations syndicales (division ...).

Effectivement les grands moments révolutionnaires se préparent et sont à préparer dès aujourd'hui en apprenant à se défendre - ou alors comment pourrons nous attaquer demain -. Cela se fait par un long travail patient de reconstitution des forces ouvrières. Dans les luttes d'aujourd'hui, apprendre à reconnaître ses ennemis, à les combattre, à nous organiser contre les traîtres et notamment contre les directions syndicales - diviseuses de la classe ouvrière - à renouer avec nos intérêts et nos méthodes de lutte propres. C'est dans ce travail d'organisation que les communistes gagneront la confiance de leurs camarades, montreront la nécessité du parti, véritable organisation de la lutte internationale de tous les travailleurs contre la classe bourgeoise, ses flics et ses laquais. Ce travail ne se fait pas à l'aide de grandes déclamations, de grands mots d'ordre, qui avancés aujourd'hui - vu l'état du mouvement social - ne peuvent être compris que dans un sens réformiste et contre-révolutionnaire.

Demain, mais demain seulement, l'Etat nationalisera. Mais quel Etat ?

Le PTB pense que l'Etat bourgeois pourrait nationaliser sans indemniser le patronat et même prendre des "mesures démocratiques radicales" et que cela ne pourra que développer encore plus la lutte de classe. Pourtant même si l'Etat bourgeois nationalise effectivement jamais il le fait en se heurtant au patronat dont il défend

les intérêts collectifs et de telles nationalisations ne signifient que renforcement du capitalisme, de plus en plus perfectionné, de plus en plus concentré, de plus en plus dirigiste et de plus en plus dictatorial. Toutes les "réformes" sociales ... que l'Etat peut pondre dans de telles conditions ne peuvent aller que dans le sens du blindage de la démocratie, mesures nécessaires face à un prolétariat de plus en plus opprimé, qui ne peut que se révolter !

Pour que les nationalisations soient utiles à la classe ouvrière, il faut la démolition violente de l'Etat capitaliste; il faut aussi que le nouvel Etat se fasse le levier de la socialisation de l'économie. L'expropriation politique de la classe capitaliste est donc le préalable de son expropriation économique, et cette dernière qui vise l'anéantissement du capital-argent revêt une forme graduelle.

La nationalisation prolétarienne s'affirme, contrairement à la nationalisation bourgeoise comme cette "violation despotique" des anciens rapports. Elle équivaut à la confiscation pure et simple des moyens de production et d'échange par l'Etat ouvrier qui n'est tenu par aucun droit; c'est la nationalisation sans indemnité, ni rachat.

Ce que vise la nationalisation des communistes, c'est la concentration directe, effective et plus accrue des forces productives, qui facilitera la réglementation unique par l'Etat universel ouvrier de tout l'appareil de production et de consommation, comme voie nécessaire à leur gestion par la société, et au dépérissement de l'Etat, des classes.

POUR LE COMMUNISME VERITABLE OU LA PRODUCTION DEPEND DES BESOINS HUMAINS.

Note I : Soit dit en passant, le PTB se montre bien soucieux aussi de la sauvegarde de "l'appareil de production national contre le démantèlement et pour la défense de l'indépendance nationale", plus nationaliste que les bourgeois, le PTB entend défendre les intérêts de la Belgique par le biais des nationalisations. Mais ceci n'e veut-il pas dire en ce temps de guerre économique comme aujourd'hui, se jeter dans la concurrence entre les différents pays avec les conséquences que les travailleurs connaissent déjà (chômage pour les uns et surexploitation pour les autres) prélude à la guerre tout court où les travailleurs serviront de chair à canons !!!

programme communiste

N° 84-85

OCT 80 - MARS 81

- La Pologne confirme : besoin de l'organisation - besoin du parti.
- Le procès de Blida.
- Les perspectives de l'après-guerre.
- Les communistes et les luttes ouvrières (« Que faire ? » hier et aujourd'hui).
- Trotsky, la Fraction de gauche du PC d'Italie et les « mots d'ordre démocratiques ».
- L'extrême-gauche « anti-sioniste » et la question palestinienne.
- Un mythe usé : le « socialisme » de l'Est.

Notes syndicales

QUEL SYNDICALISME DE COMBAT ?

André Henry se fait l'avocat de la courtoisie avec les bonzes syndicaux, vendus au patronat et à l'Etat bourgeois, dans sa dernière brochure : "Syndicalisme de combat et parti révolutionnaire".

"Tout sectarisme, tout ultra-gauchisme, même vis à vis de la bureaucratie syndicale, doit être banni. Les travailleurs ont soif de démocratie et d'unité, et ils se détourneront de ceux qui répandent dans l'organisation syndicale les insultes et les procédés malhonnêtes. La lutte entre un bureaucrate malhonnête et un militant combattif se terminera toujours à l'avantage du premier si le second ne montre pas qu'il est le plus ferme partisan de l'unité et de la démocratie dans les rangs ouvriers. Ceci est malheureusement souvent incompris chez certains militants de base de l'avant-garde ouvrière, qui ne comprennent pas la tactique syndicale."

Ainsi donc, ceux qui sont amenés à dénoncer les bureaucrates syndicaux "répandent les insultes et les procédés malhonnêtes" dans les syndicats ?

En général, ce sont plutôt les bonzes syndicaux qui le font et A. Henry lui-même le sait bien !

Un militant combattif doit savoir prendre appui sur les besoins des travailleurs, leurs réactions saines, pour s'opposer aux bureaucrates. Il doit certes, ne pas jouer au "Don Quichotte", mais le combat contre les directions syndicales ne se ramènera jamais à un combat pour "l'unité et la démocratie" avec ceux qui brisent nos luttes !

X X X X X X X

DERNIERES NOUVELLES DE BRITISH LEYLAND

Le préaccord conclu entre les bonzes syndicaux et les patrons a été accueilli avec une telle colère par les ouvriers que les permanents syndicaux ont dû quitter la salle précipitamment. Face au vote à bulletin secret, proposé par les bureaucrates, les ouvriers réclamaient le vote à mains levées et ont été jusqu'à prendre d'assaut la tribune pour déchirer le préaccord. On comprend pourquoi ! Car il est clair que dans les "Cahiers de revendications" (que les syndicats ont toujours refusé de montrer aux ouvriers), il n'a jamais été question de s'opposer aux licenciements, mais il s'agissait purement et simplement de négocier les primes et quelques avantages bidons. C'est dire que les patrons ont eu beau jeu dans cette affaire. Tout le travail des syndicats a consisté à empêcher toute lutte réelle, à diviser et à paralyser les ouvriers en leur faisant produire 1500 voitures pour le plus grand profit ... des patrons naturellement !

Car que donne l'accord ? En dehors des indemnités légales, une prime de 100 000 francs, plus 100 000 supplémentaires aux ouvriers de plus de 50 ans (la moyenne d'âge est de 24 ans!). Et qu'est ce que c'est que 100 000 Francs dans une région où il n'y a aucun espoir de trouver du travail !

L'accord n'est pas encore conclu. Il se fera par vote par correspondance, encore un bon moyen de laisser les ouvriers isolés !

Le 21 Février.

X X X X X X

LA GREVE A LA F. N.

Les 8300 ouvriers de la FN sont partis en grève, entraînés d'un côté par les mouvements qui ont ébranlés le pays ces dernières semaines, mais surtout parce que les syndicats n'ont pas réussi, jusqu'à présent, à calmer la forte pression à la base qui s'était manifestée par des débrayages spontanés, contre l'avis des dirigeants syndicaux, depuis le mois de Décembre.

La grève avec occupation a été lancée au finish le 11 Février. Les revendications portent sur la pré-pension, les promotions, la loi de modération salariale et surtout sur la garantie de l'emploi (depuis 1975, 1000 emplois ont été supprimés, mais la production a augmenté!).

Dès le début, les dirigeants syndicaux ont tout mis en oeuvre pour faire échouer cette grève, d'une part : dès le lundi 16, la fédération des métallurgistes FGTB demandait à ses délégués de pousser à la reprise du travail - malgré la volonté de tous les ouvriers de poursuivre la grève. Tandis que d'autre part la CSC soi-disant "pour la poursuite", appelait à une consultation de ses seuls affiliés et à bulletin secret. Malgré la décision de la centrale FGTB, les travailleurs ne reprennent pas le travail. Elle suspend donc les indemnités de grève. La CSC malgré toutes ses manoeuvres de division ne peut empêcher une majorité de 75% pour la poursuite de la grève.

Assemblées sectorielles, vote à bulletin secret, suspension des indemnités ... enfin les bonnes vieilles recettes pour casser le mouvement. L'exemple de cette grève comme celles de Décembre 80, montrent encore une fois que des groupes d'ouvriers combattifs n'ont pas encore la force de s'opposer aux appareils syndicaux.

La satisfaction des besoins élémentaires des ouvriers doit passer par la lutte contre les bonzes et les partis réformistes qui tiennent en mains les appareils de la FGTB et de la CSC. Pour mener à bien cette lutte, les travailleurs combattifs doivent se regrouper, au delà des limites de catégories, d'entreprises et de chapelles politiques. C'est la tâche de l'heure !

Soutenez la presse du Parti !

- Centre Galilée
Pl. Galilée - LOUVAIN LA NEUVE
- Standaard Boekhandel
9 Aldersstraat - HASSELT
- De Markies Van Karraube
Demerstraat 103 - HASSELT

tract du Parti.

Pendant les dernières grèves et manifestations, nos camarades ont diffusé un tract dont nous publions ici quelques extraits :

"On en a marre de voir nos salaires baisser de plus en plus. Marre des cadences infernales, des heures supplémentaires; marre de voir nos camarades de travail licenciés, marre du chômage pendu au dessus de nos têtes !!...

On en a marre des grèves isolées, sans lendemain, annoncées 15 jours à l'avance, régions par régions, usines par usines, marre des grèves "à la maison", coupés des autres travailleurs, des grèves où les syndicats nous imposent la reprise malgré notre détermination à continuer (comme Gillon l'a fait à Cockerill, et d'autres bonzes un peu partout), marre des débrayages d'une heure qui ne font pas perdre un sou aux patrons !!...

Assez de la division Wallons-Flandais, syndiqués-non syndiqués, CSC FGTB, et maintenant liégeois carolorégiens ! C'est la politique de chacun pour soi et Dieu pour tous ! NOUS N'EN AVONS RIEN A FOUTRE DE TOUT CELA !...

Puisque c'est notre travail qui fait tourner les usines, en arrêtant la production, par la grève, on coupe le robinet du profit. Là voilà notre force ! Mais cette force que nous avons aussi par le nombre n'est rien si elle n'est pas liée par l'organisation. Et cette organisation n'est rien d'autre qu'un véritable réseau de solidarité qui se construit :

- en prenant contact entre les travailleurs des différentes usines, régions et secteurs,
- en faisant circuler l'information, en faisant connaître partout les manoeuvres des bonzes pour apprendre à les déjouer,
- en se solidarissant avec toute lutte ouvrière (aide aux piquets de grève, collecte de fonds de solidarité ..)...

**A BAS LA COLLABORATION DE CLASSE
VIVE LA SOLIDARITE OUVRIERE
VIVE LA LUTTE DE CLASSE.**

Le tract reprenait ensuite différents épisodes des luttes qui montraient le sabotage des bonzes syndicaux : à British Leyland, à la FN, à Cockerill (Seraing), à Texaco (Gand) ...

NOTRE PRESSE EST EN VENTE :

- Boekenfonds Maruix
Ajuinlei 18 - GENT
- Universitaire Boekhandel
Starmandstraat 20 - GENT
- Borgne Agasse
18, rue de l'Athénée - BRUXELLES
- Bureau de tabac Delcourt
8, chaussée d'Ixelles - BRUXELLES
- L'autre livre
11, rue Soeurs de Hasque - LIEGE
- Librairie de Clunny
86, Bd Tirou - CHARLEROI
- Librairie Noterman
Chaussée de Mons - ATH
- De Groene Waterman
Wolstraat, 7 - ANTWERPEN

Notes politiques :

LE PCB ET VITRY :

UN RACISME HONTEUX POUR UNE POLITIQUE
ANTI-OUVRIERE !

Les événements de Vitry (l'attaque d'un commando du PCF contre un foyer de travailleurs immigrés de la banlieue parisienne afin de le rendre inhabitable) a mis le PCB en difficulté. Dans un premier temps, Drapeau Rouge s'est borné à tronquer l'information et à présenter le PCF comme une "victime" de la droite. Ensuite, il s'est vu contraint de publier des lettres de lecteurs manifestant une opposition à la politique raciste du PCF. Il a bien fallu que le PCB, en fin de compte, se prononce clairement. Il l'a fait, comme s'était inévitable, en s'alignant sur le parti frère, et, de ce point de vue, la critique des méthodes employées par les staliniens français n'est qu'une hypocrisie. C'est ainsi qu'un article paru dans Drapeau Rouge des 10 et 11 Janvier, intitulé "Les immigrés et nous" (un titre bien révélateur : "nous", c'est les bons belges bien "blancs") s'efforce de montrer que le PCB est à la pointe de la lutte contre le racisme. Comment ?

En "exigeant" par les voies parlementaires, démocratiques et pacifiques que les immigrés puissent voter aux élections communales (Objectif 82) ! Point final ! Ainsi les travailleurs immigrés et leurs familles qui représentent près de 10% de la population globale (22% à Bruxelles et près de 50% dans certaines communes de la Capitale) doivent-ils attendre la solution de leurs problèmes du fameux bulletin de vote (tronqué lui aussi, d'ailleurs !).

Cela est moins qu'une aumône !

La pire, c'est que le rédacteur de Service n'hésite pas à conclure son article en espérant que les "belges et non belges se retrouvent, au delà des différences nationales, pour permettre à nos institutions de s'adapter aux réalités d'un monde qui depuis longtemps parle de la libre-circulation des travailleurs mais tarde à en assurer les conditions". Rapprochez cela d'un autre article, du même journal publié la veille (mais cette fois-ci c'est Louis Van Geyt qui parle) : "Nous vivons une période où, excepté pour le rassemblement des familles, il faut stopper l'immigration...".

**A BAS LES STALINIENS, DIVISEURS DE LA
CLASSE OUVRIERE !
NON AUX EXPULSIONS ET AUX REFOULEMENTS!
NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
EGALITE TOTALE DES DROITS !**

Nous avons récemment publié des articles sur l'immigration : dans les suppléments N°II et I2.

LE CCI COURBE LA TETE DEVANT LA
REALITE BOURGEOISE !

Les travailleurs immigrés sont en face d'un véritable état d'exception que la bourgeoisie tente aujourd'hui encore d'aggraver.

Fermeture des frontières, donc contrôle de l'immigration signifient tracasseries policières, exactions, contrôles d'identité incessants, expulsions, refolements, racisme, ratonnades voilà ce que vivent quotidiennement les travailleurs immigrés.

Face à cet état de chose les travailleurs belges, soumis à la propagande quotidienne des mass médias bourgeoises... qui essayent de leur faire croire que les travailleurs immigrés sont la cause du chômage, perpétuent l'état d'insécurité dans les quartiers ... Bon nombre d'entre eux se résignent donc, ferment les yeux, certains voient la division ainsi créée dans les rangs ouvriers et ses ravages quand il s'agit de faire face au même patron au coude à coude .

Le travailleur immigré, insulté, écrasé sous tous les maux qu'on veut lui faire endosser et ne voyant aucun geste de réprobation, théorise la division, et, ne se solidarise certainement pas quand, à son tour, un travailleur autochtone sera lui aussi attaqué .

Alors est-ce vraiment de l'humanisme et du démocratisme que de réclamer pour tous les travailleurs les mêmes droits, les mêmes salaires, sans pour cela se faire d'illusion sur la légalité bourgeoise, comme voudrait le faire croire le CCI !

La libre circulation de tous les travailleurs, contraints à quitter leur pays d'origine vu les conditions de vie misérables qui leur sont réservées, est-ce un mot d'ordre humaniste ? Certainement pas ! Par contre, ne pas la revendiquer, ne pas se battre pour l'égalité des droits pour tous les travailleurs est bel et bien se laver les mains du sort qui est réservé à une partie de la classe ouvrière et par là même renoncer à entretenir la révolte qu'elle engendre pour ensuite organiser la lutte des travailleurs qui se battent - car ils se battent réellement même en ordre dispersé, même par nationalité, et fermer les yeux devant cela ne sert à rien - est un devoir élémentaire du parti qui se réclame de la classe ouvrière.

Pour le CCI une seule lutte est propre : la lutte finale et pour y parvenir ... il faut attendre !!!

Eh bien non ! Préparer la lutte finale est nécessaire si l'on veut aller au combat ensemble, unis et organisés, devant une bourgeoisie qui elle l'est. Pour favoriser cette unité, surmonter les divisions actuelles au sein de la classe ouvrière, il n'y a pas d'autre moyen que de LUTTER CONTRE TOUT CE QUI DIVISE et DANS LA LUTTE, montrer que le régime capitaliste est un régime fait de l'exploitation et de misère, qu'il faut abattre.

L'ARMÉE N'EST PAS A DEMOCRATISER

MAIS A DETRUIRE !

L'"affaire Deboyser" au sein de l'armée a fait couler beaucoup d'encre. Mais est-ce véritablement une révélation que l'armée fiche ses miliciens ? Pour défendre son système social, - contre toute révolte à l'intérieur du pays, que la bourgeoisie engendre inévitablement vu les conditions de vie de plus en plus misérables de toute une partie de la société; - pour maintenir son joug sur les colonies; - pour défendre son "indépendance nationale" contre "l'envahisseur étranger", la bourgeoisie est obligée d'utiliser ceux là même qu'elle exploite, opprime tous les jours : les *filles de travailleurs*.

Aussi s'attend-elle à ce que l'armée n'obéisse pas toujours et prend les devants en essayant de savoir quel pourrait être éventuellement "les esprits révoltés" en son sein. Donc, elle enquête.

Face à cela les communistes véritables ne se lamentent pas, la bourgeoisie, elle-même, montre qu'elle a peur de l'immense potentiel de révolte, de lutte qu'elle engendre.

Aussi intimide-t-elle !

Ne nous laissons pas intimider.

A l'armée comme dans la vie civile, les miliciens sont toujours des travailleurs et en tant que tels, ils doivent se défendre pour de meilleures conditions de vie, ils doivent lutter contre cet embrigadement et contre la discipline de plus en plus imposante et étouffante.

Ils doivent recréer petit à petit, les organisations capables de les défendre et renouer avec les traditions de l'anti-militarisme de classe : - ne pas jouer le rôle de briseur de grève,

- ne pas tirer contre son frère de classes qui lutte contre le même exploiteur et le même oppresseur : l'Etat des patrons
- et demain refuser de servir de chair à canon dans une guerre impérialiste où le camp adverse est aussi formé de travailleurs.

L'ENNEMI EST DANS NOTRE PROPRE CAMP !

Vie du Parti Solidarité avec les condamnés de Blida!

Après des aveux arrachés sous la torture et un simulacre de procès, cinq militants et contacts de notre organisation viennent d'être condamnés par le tribunal militaire de Blida à des peines de 3 à 10 ans de prison. Il s'agit de Mohamed Benssada, Rabah Bankhellat, Abdelmalek Kéndour, Ali Akkache et Mohamed Naaman. Nous saluons ces jeunes révolutionnaires qui, malgré deux années de détention au secret entre les mains de la Sécurité militaire algérienne, n'ont pas hésité à revendiquer avec courage leurs idées face à ceux qui s'apprétaient à les condamner.

Ce procès est un nouvel épisode de la répression qui frappe quotidiennement la classe ouvrière et les masses pauvres d'Algérie, cependant que la nouvelle classe dominante issue de l'indépendance s'engraisse cyniquement en accumulant richesses sur richesses. L'acharnement contre les condamnés de Blida montre à quel point la bourgeoisie algérienne craint la diffusion — en particulier au sein de l'armée, principal instrument de défense de sa domination et de ses privilèges contre la colère des masses — du marxisme révolutionnaire, qui démasque tous ses menson-

SOLIDARITE AVEC LES PROLETAIRES TURCS

CONTRE LA REPRESSION !

Des travailleurs turcs en Belgique, du groupe "Kalkin Yolu" nous ont transmis un texte dénonçant l'assassinat du jeune militant révolutionnaire Ibrahim ESKI (23 ans) assassiné le 14 Novembre dernier au siège principal de la police d'Ankara.

Nous nous associons pleinement à leur appel à la "Solidarité avec la classe ouvrière" qui subit la féroce dictature de la Junte militaire.

Voici quelques lignes d'un tract du Parti rédigé après le dernier coup d'Etat :

"La bourgeoisie, à travers la répression féroce, cherche à détruire les possibilités d'organisation du prolétariat dans les usines, les quartiers, lui interdisant de s'associer, de se réunir, de publier sa presse..."

La lutte contre la terreur militaire est indissociable de la lutte contre la bourgeoisie - de gauche ou de droite - et l'impérialisme, tous les impérialismes ...

Il est du devoir des prolétaires du monde entier de soutenir leurs frères de classe turcs victimes de la bourgeoisie. D'e la Pologne à l'Algérie en passant par la Bolivie, les prolétaires ont le même ennemi : la bourgeoisie. Ils n'ont qu'une arme : la force que donne la lutte unie, organisée et indépendante des traîtres et des faux amis.

Oui, vraiment les prolétaires turcs ne peuvent compter pour les soutenir que sur leurs frères de classe des autres pays.

Ce soutien, le seul réel, le seul qui fasse trembler la bourgeoisie, long et difficile à préparer, est la multiplication des foyers de lutte anti-capitalistes pour forger l'unité internationale du prolétariat".

Ainsi le glorieux sacrifice du jeune Ibrahim ESKI et de tant d'autres, NE SERA PAS VAIN!

ges sur le soi-disant « socialisme » algérien et montre aux opprimés la voie de leur émancipation. Mais ni la répression, ni les mensonges bourgeois n'empêcheront le fossé de classe de se creuser chaque jour davantage, en Algérie comme ailleurs, et la classe ouvrière de s'emparer de l'arme du marxisme pour organiser à la tête des masses pauvres le combat contre le capitalisme.

Nous appelons tous les révolutionnaires, tous les militants de la cause de l'émancipation prolétarienne, à lutter avec nous pour la libération des condamnés de Blida et pour les arracher des mains de la Sécurité militaire.

Quant aux bourgeois algériens, à leurs flics et à leurs tortionnaires, nous n'implorons de leur part ni « mesures de libéralisation », ni clémence. Nous n'avons qu'une chose à leur dire : le jour où la classe ouvrière procédera au règlement des comptes, le châtement qu'ils subiront de la part des masses sera à la mesure des souffrances qu'ils leur auront infligées.

Parti Communiste International
1^{er} janvier 1981

SOUSCRIPTION POUR LA DEFENSE DES
CONDAMNÉS DE BLIDA

Envoyez vos dons en espèces, ou par chèque bancaire ou postal à l'ordre de SARO, avec la mention "SOLIDARITE ALGERIE". Adresser les envois aux Editions Programme, 20 rue Jean-Bouton, 75012 Paris.

de proletariër

INTERNATIONALE KOMMUNISTISCHE PARTIJ

SUPPLEMENT VOOR
BELGIE EN NEDERLAND N° 13
BIJ DE "PROLETAIRE"

20fb/1,35 fl

maart 1981

Inhoud :

In het nederlands :

De CPN en de bezuinigingen.

De Krukhaak : een nationalistische "valse noot"?

De CPN en het racisme.

Partijpamflet : nee tegen de ontslagen en tegen de
werkloosheid.

Laten we overgaan tot de openlijke klassenstrijd!

Wat de I.K.P. is en wil.

In het frans :

Laten we overgaan tot de openlijke klassenstrijd

De strijd tegen de ontslagen.

De P.V.D.A. en de nationalisaties.

Vitry en de K.P.B.

Het leger democratiseren?

De I.K.S. en de gastarbeiders.

F.N. British Leyland, de R.A.L.

Het partijleven: Bevrijd de gevangenen van Blida!
Partijpamflet.

WAARIN ONZE PARTIJ ZICH ONDERSCHIEDT: Het opeisen van de lijn die loopt van Marx naar Lenin, tot de oprichting van de Kommunistische Internationale en van de Kommunistische Partij van Italië (in Livorno, 1921); de strijd van de Kommunistische Linkerzijde tegen de degeneratie van de Internationale, tegen de theorie van het "socialisme in een enkel land" en tegen de stalinistische kontrarevolutie; het afwijzen van de Volksfronten en van de blikken in het Verzet; de moeilijke taak van het herstel van de revolutionaire doctrine en organisatie in verbinding met de arbeidersklasse, tegen de persoonlijke en elektoralistische politiek.

De CPN en de bezuinigingen

Met name sinds haar laatste kongres heeft de CPN de volgende kijk op het parlementaire spel: zij wil het zout zijn van een linkse coalitie, waarin met name de PvdA. Zij toont aan dat dat een mogelijkheid is omdat uit de opiniepeilingen een meerderheid blijkt voor de zogenaamde linkse partijen. De weg die naar deze elektorale overwinning moet leiden is die van het versterken van de massabewegingen, met de massa van de vakbondsleden, zoals in de staking van de Rotterdamse havens. (Maar daar was het wel nodig dat de havenarbeiders de vertegenwoordiger van de CPN Schults, hun wil oplegden, omdat hij er niet over dacht te staken op hun manier!). En ook rekent de CPN op de massa van...de bevolking zoals in de beweging tegen de kernwapens, waarvan de CPN de voornaamste bezieler is. Op deze manier denkt deze partij de nationale politiek te beïnvloeden, terwijl zij probeert haar grote broer, de socialisten van de PvdA, meer naar links te krijgen. Daarom valt de CPN het CDA aan, de keuze van de leiders van de PvdA en van het FNV. Voor dezen zal het erom gaan na de verkiezingen van mei te regeren, de rooms-rode coalitie te herstellen.

De CPN is altijd geïnspireerd door dit vooruitzicht: deelnemen aan de regering.

Wat is nu de inhoud van haar politiek? In deze tijd van economische krisis is het met name op het sociaal-economische gebied dat beslist wordt over haar deelname aan een regering. Welnu, de CPN, net zoals alle stalinistische partijen, wil nog chauvinistische zijn dan de andere burgerlijke partijen: wel welke partij spreekt reeds over 'we moeten nederlandse produkten kopen'? Daarbij haalt zij met instemming een slagzin uit de dertiger jaren aan; en toen was het onbetwistbaar de politiek van de stalinistische Komintern die aan de CPN de politiek van het ondergeschikt maken van de belangen van de arbeidersklasse aan de nationale en dus bourgeois belangen oplegde, net zoals het geval was binnen de Sovjet-Unie zelf: waar de belangen van de proletarische revolutie, hoewel overwinnaar, letterlijk opgeofferd zijn op het altaar van de nationale, burgerlijke en kapitalistische ontwikkeling.

Welke partij heeft het voortdurend over de afbraak van de nationale industrie, over het verlies van een hele bedrijfstak zoals de scheepsbouw? Het is de CPN, vóór alle andere partijen, die de kampioen wil zijn van de nationale industrie, en vooral de niet-multinationale sektor. Als chauvinistische cretin schreeuwt zij om het hardst dat de kapitalen naar het buitenland gaan, in plaats van hier geïnvesteerd te worden. Zij beschuldigt de grote ondernemingen ervan te veel profijt te trekken van hun nauwe samenwerking met de regering, zoals bijvoorbeeld bij het aardgas.

Kortom, het is een beeld van een partij die niet alleen duidelijk de belangen van de arbeidersklasse ondergeschikt maakt aan die van de bourgeoisie, maar ook van een partij die niet eens erg realistisch is. Wat stelt zij voor als maatregelen tegen de crisis? Allereerst zulke maatregelen als een bescherming van de nationale industrie, wat

exakt neerkomt op het oude spel van het kapitalisme: de concurrentie, en wel de concurrentie tussen de naties, dwz tussen de nationale bourgeoisieën, voor wier belangen de proletariërs van alle landen kunnen barsten als het moet -al was het maar in de derde wereldoorlog. Concurrentie, dat wil zeggen ieder voor zich, en laten de overigen zich maar zien te redden, of ten onder gaan.

Naast deze maatregelen stelt de CPN de volgende voor: het weghalen van de winsten bij de oliemaatschappijen, de kosten van defensie verminderen, de belastingen progressief te verhogen met name voor de bedrijven die het kunnen betalen, het verhinderen van de kapitaalsvlucht naar het buitenland, en het stimuleren van de nationale industrie. Dit betekent niets anders dan het kapitalisme in stand houden, de concurrentie met de andere landen te versterken, de produktiviteit van de arbeiders te verhogen en dus het arbeidstempo, en de lonen te verlagen!

Waarin verschilt dit van de politiek van de PvdA of zelfs maar van de openlijk burgerlijke partijen? Toch alleen maar een gradueel verschil! Alleen maar een andere verdeling van de winsten binnen het kader van hetzelfde systeem! Welke oplossing voor de arbeiders geeft deze oplossing van de CPN die voor alles het kapitalistische regime wil handhaven?

In het kapitalisme, hoewel meer dan rijp, hebben de sociaaldemokraten en de stalinisten slechts geijverd om dit slavernijsysteem te handhaven, dat de loonafhankelijkheid vormt, juist ondanks de economische krisissen en de oorlog. Deze partijen zijn helemaal verkocht of gekocht zo men wil door dit monsterachtige kapitalistische systeem, dat zich voedt met het leven van de arbeidersklasse. De CPN, die beweert de belangen van de arbeiders beter te verdedigen dan de PvdA, is net zo goed een agent van de bourgeoisie in de arbeidersrangen. Zij probeert haar capaciteiten te bewijzen door de woede van de arbeiders binnen een kader te houden dat niet bedreigend is voor de nationale economie. Zo heeft zij de gezonde verdedigingsreacties tijdens de havenstaking in Rotterdam in steriele richtingen geleid, door de uitbreiding van de strijd naar andere bedrijven en andere industrietakken te verhinderen, om liever een steun te zoeken bij...de bevolking. Wij hebben de staking in Rotterdam verloren door gebrek aan die uitbreiding en aan vastberadenheid! Steun zoeken bij de bevolking, bij de gemeentebesturen: het is die democratische methode die al van te voren de instinctieve reacties van de klasse ontcrachten.

Maar de CPN is konsekvent in haar richting: "Om beter te kunnen werken voor de belangen van de arbeiders en van de bevolking (demokratie verplicht), is het nodig...dat onze positie in het parlement versterkt wordt."

De gelegenheden zullen niet ontbreken dat de klasse zich massaler zal gaan keren tegen deze valselijk kommunistische partij.

Laten we overgaan tot de openlijke klassenstrijd!

De gebeurtenissen van deze afgelopen weken vormen een machtige oproep tot de openlijke en verklaarde klassenstrijd, niet alleen tegen de bourgeoisie maar ook tegen haar knechten: de reformisten.

In feite moet de stakingsgolf die in het land heeft gewoed en die vandaag nog niet helemaal is afgelopen, door de revolutionairen en door de strijdbare arbeiders beschouwd worden als een geweldige demonstratie van enkele klasse-waarheden. Waarheden die alle opportunisten, alle vakbondsleiders die verkocht zijn aan de bourgeoisie graag zouden willen wegmoffelen:

- 1) Het is het in beweging brengen van de arbeidersmassa's dat de regering heeft verhindert haar bezuinigingsplan als zodanig door te voeren.
- 2) Maar TEGELIJKERTIJD is het de strikte vakbondskontrolle op de stakingsbeweging die het aan de bazen heeft toegestaan bijna even zware maatregelen op te leggen, vergezeld van de "sociale vrede" voor de komende twee jaar.
- 3) Het samengaan van het herstelplan van Martens met een serie sluitingen van bedrijven of werkplaatsen heeft gezonde klassereakties opgeroepen, zoals spontane werkonderbrekingen en betogingen, stakingen "au finish", fabrieksbezettingen. De bonzen van de vakbond zijn erg vaak door de woedende arbeiders uitgefloten, gemoles-teerd, afgedankt. Het idee van de "algemene staking" was overal aanwezig: waarom één dag na de buurman staken wanneer men dezelfde problemen heeft? Allemaal tegelijk, zó moet het!
- 4) Maar TEGELIJKERTIJD was er niet de overtuiging dat men de vakbonden zou kunnen dwingen de strijd werkelijk te voeren of om een "echte algemene staking" te lanceren.

Welnu, welke zijn de eerste lessen die getrokken kunnen worden vanuit het standpunt van de strijd tegen de bezuinigingen, de werkloosheid en de ontslagen. Voor ons gaat het veeleer om bevestigingen van wat wij al wisten, maar we weten ook dat talrijke arbeiders KONKREET hebben kunnen METEN in wel welke mate deze punten essentieel zijn. Het spel van de leidingen van de vakbonden, van de apparaten van de ABVV en van het ACV is duidelijk geweest: de ARBEIDERSWEERSTAND VERSNIPPEREN door partiële bewegingen, zich verplaatsende bewegingen, industrietak voor industrietak, etc. en dat gedurende weken, en aldus de arbeidersenergie verloren laten gaan, en door zo de arbeiders te trachten te demoraliseren en te ontmoedigen, DE ARBEIDERS VERDELEND door aan de stakingen en de manifestaties objektieven toe te kennen die verdeling brachten: niet de strijd tegen de bezuinigingen en de ontslagen, maar strijd voor een "rechtvaardige verdeling" van deze kapitalistische kwalen. Zo hebben de ABVV en het ACV de arbeiders tegen elkaar opgezet, die van Luik tegen die van Charleroi, of ook wel de arbeiders in Vlaanderen tegen die in Wallonië!

De reakties van de arbeidersklasse tegen de sabotage door de vakbonden zijn veelvuldig;

maar zij gaan allemaal in dezelfde richting: de vakbonden zijn ernstig bezig hun invloed te verliezen. Wel moet er hierbij onderscheid gemaakt worden tussen de sektoren waar de strijd het vurigst is geweest (de staalindustrie, de textiel, de autoindustrie, de FN in Herstal, Caterpillar, etc) en de andere waar het arbeidersbewustzijn, zoveel is wel zeker dat ALLEEN DE STRIJD dat bewustzijn vooruit kan helpen, enigermate achtergebleven is. Er moet ook verschil gemaakt worden tussen de GROTE MASSA'S en de VOORHOEDES. Deze laatsten zijn ongetwijfeld verspreid en nog zeer zwak, maar het is duidelijk dat zij op enkele plaatsen de gelegenheden hebben weten te benutten die zich voordeden, de zwakke plekken die zich openen voor de klassebeweging, om de strijd iets verder te stuwten. Sindsdien moet het vooruitzicht verdedigd worden van de KOORDINATIE van deze inspanningen, of zij zich nu uitdrukken buiten of binnen de vakbonden. Dit objektief moet PRAKTISCH, KONKREET, OP HET TERREIN ZELF gezocht worden. Elke stap in deze richting zal een AANWINST zijn voor heel de arbeidersstrijd en men zou zo'n stap niet kunnen vervangen door enkel een VERBALE AFKEURING van de misdrijven van de vakbondsledingen.

Want er zit een GROTE LEEGTE tussen de afkeer die door de vakbondspolitiek wordt opgeroepen, en een grote arbeidersbeweging voor de werkelijke verdediging van de proletarische belangen. Zo'n groot gat zit daartussen dat de arbeiders erdoor gedesoriënteerd zijn. Het komt de arbeiders van de voorhoede en onder hen aan de revolutionairen toe en het is hun taak dat gat te dichten door te werken aan de organisatie van de klasse.

Het Gemeenschappelijke Front van de vakbondsleiders met de Staat en met de bourgeoisie, dat zo treffend uitgedrukt wordt door het "Verdrag van Sociale Vrede" dat onlangs is gesloten (en wat morgen zal vertaald worden door het niet erkennen van de stakingen en dus in het niet betalen door de vakbonden van de verloren gegane werkdagen), zal slechts doorbroken kunnen worden door geduldig de proletariërs te organiseren buiten de kontrolle van de bestuursapparaten van de vakbonden.

X X
X

Maar het is niet alleen op het vakbondsgebied dat men een groot gat ziet ontstaan. In de politiek is hetzelfde aan de hand. Heeft de KPB niet verklaard dat "het verlies zonder meer van geloofwaardigheid van de SP slechts aangenaam is voor de vijanden van de democratie."?(Rode Vaan van 2 februari). Wij moeten dat zó opvatten: als de partij die de grootste invloed heeft op de arbeidersklasse de kontrolle over haar aan het verliezen is, dan zitten de andere partijen die aan de "democratie" gehecht zijn, dwz gehecht aan deze uitbuitingsmaatschappij, ook al stellen deze zich "linkser" op, in de rats.

En het is zo dat het afbrokkelen van de SP die regeert, en de zwakte van de KP en van de gauchisten een fundamenteel probleem stel-

(vervolg pag. 8)

De Krukhaak : een nationalistische "valse noot"?

De Krukhaak, het blad van het OHK, Onafhankelijk Haven Komitee van Antwerpen, ontstaan uit de strijd van 1973 om zich te verdedigen tegen de bazen die tot de tegenaanval overgingen, verklaarde in zijn brochure "Een jaar van strijd" dat hun energie uitging naar: één front van de havens van de Noordzee, dus van de Duitse havens Hamburg en Bremen, via Amsterdam en Rotterdam, via de Belgische havens Antwerpen, Gent en Zeebrugge, tot en met Duinkerken. In feite was het OHK dan ook een van de bezielers van de internationale dokwerkersvergaderingen, die ook de havens omvatten buiten de Noordzee, zoals in Zweden, Denemarken, Groot-Brittannië en Spanje. Zo zei de vertegenwoordiger van het OHK op de eerste bijeenkomst in november 1978 in Birmingham: "Een van onze doeleinden, toen wij de noodzaak inzagen een onafhankelijk dokwerkerskomitee op te richten, was de internationale solidariteit, de internationale samenwerking tussen de havenarbeiders onafhankelijk van hun nationaliteit. Eén front van Hamburg tot aan Duinkerken." Deze woordvoerder zei ook dat hij en het OHK de vorming zouden toejuichen van een onafhankelijk internationaal dokwerkerskomitee, en dat het een dringende noodzaak is dat de arbeiders een eenheid realiseren. Ook verklaarde het OHK zich solidair met de staking in Rotterdam, hun leuze bevestigend van "alleen zijn wij niets, samen zijn wij sterk". Al deze posities waren volkomen juist.

Met deze voorgeschiedenis zijn wij niet weinig verbaasd in hun nummer 24 van november jl. te lezen: "één front van Antwerpen tot aan Zeebrugge"! Het artikel klaagt terecht de initiatieven die in Antwerpen genomen zijn om de dokwerkers te organiseren tegen de haven van Zeebrugge aan, initiatieven die ondersteund worden door de vakbonden die al zo lang arbeiden tegen de belangen van de havenarbeiders in. Het OHK klaagt aan: het is een front met de bazen. "Het OHK zou zeggen: 'Wij zijn èn voor de havenarbeiders van Zeebrugge, èn voor die van Antwerpen, en voor alle dokwerkers en andere arbeiders.'" Het artikel vervolgt: het gevaar voor de haven van Antwerpen is niet zozeer de haven van Zeebrugge, maar Antwerpen zou meer rekening moeten houden met wat de Franse president, Giscard, gezegd heeft, nl. dat de haven van Duinkerken in 1990 de haven van Antwerpen hevige concurrentie moet aandoen. "Het is dit wat Antwerpen moet doen, het is dit wat de Belgische dokwerkers moeten doen tegen de rationalisaties, tegen de krisispolitiek van de regering: wanneer er een front gevormd moet worden, moet dat een front zijn van alle Belgische havenarbeiders. Eén front van Antwerpen tot aan Zeebrugge. De dokwerkers en de andere arbeiders van de Belgische havens moeten zich niet meer laten wurgen."

In ons artikel over het OHK in De Proletariër no 7 van september 1979 hoopten wij dat het OHK zijn werk kon voortzetten en zijn klasseposities behouden; maar dit artikel laat op zijn minst een dubbelzinnige...nationalistische positie vermoeden.

De CPN en het racisme

De gebeurtenissen in Vitry hebben aanleiding gegeven in de Waarheid tot kritiek op de houding van de CPN tegenover deze racistische uitbarsting van de PCF: het onbewoonbaar maken van een woonruimte voor buitenlanders in de Parijse voorstad, door een kommando onder leiding van de PCF zelf. Die brieven in de Waarheid en de reactie daarop van de redactie (of liever: het ontbreken van een reactie ten aanzien van zoveel, uitsluitend afkeurende kritiek) maken duidelijk hoezeer de CPN zelf overeenkomsten vertoont met het karakter van haar zusterpartij in Frankrijk. De CPN verdedigt de PCF, dat blijkt duidelijk. Alleen, waar zij zich in het begin nog verstopte achter een "het is moeilijk na te gaan wat er precies is gebeurd", gaf zij enkele weken later al wat meer kritiek op de methoden van de Franse kommunistische partij.

Voor de CPN staat het buiten kijf dat slechts de -stalinistische- kommunistische partijen de enige ware verdedigers zijn van de arbeidersklasse, en de enige echte bestrijders van het racisme. Daaraan blijft zij vasthouden, ook al bewijzen de feiten voor het oog van de hele wereld het tegendeel.

Zoals gezegd, de CPN heeft slechts kritiek op de manier waarop de PCF zich teweer stelt tegen het "racisme van rechts". In de grond van de zaak is zij het eens met haar zusterpartij over de "noodzaak" de immigratie van de buitenlandse arbeidskrachten te stoppen. In deze visie, schijnheilig als geen andere, is het de schuld van de regeringen dat het racisme de kop opsteekt: die zouden niet zulke hoge percentages buitenlanders naar onze landen moeten aantrekken! Alsof het racisme een natuurverschijnsel is! Zo wassen de stalinisten zich bij voorbaat de handen schoon, en, in Frankrijk, laten zij het daarbij niet eens maar laten in de praktijk de konsequenties van hun stellingname tov de buitenlandse arbeidskrachten zien.

Het eigen verraad van de CPN aan de zaak van de arbeidersklasse (de buitenlandse arbeiders worden pas sinds kort door de CPN als zodanig erkend! en ook kunnen zij niet eens lid worden van deze partij!), waarvan de CPN wel openlijk nog durft te beweren dat deze "internationaal" is, komt ook tot uiting in de door haar voorgestelde "oplossingen" voor het racisme: "gemeenschappelijke strijd met alle progressieve en democratische krachten tegen de rechtse regering om voorzieningen voor de buitenlandse arbeiders los te krijgen". Met andere woorden: een beroep doen op die 'onpartijdige' overheid (die per definitie, of het nu de 'rechtse' partijen zijn die daarin zitten, of dat het een PvdA-regering zou zijn, zelfs al zou daarin ook de CPN vertegenwoordigd zijn, niets anders is dan het uitvoerend comité van de bourgeoisie!) de effekten van dat kapitalisme te verzachten. Kritiek op de middelen, overeenstemming over het doel van de bourgeoisie: het in stand houden van het kapitalisme, zó is de CPN!

-NEE TEGEN DE KONTROLE VAN DE IMMIGRATIE!
-GELIJKE RECHTEN VOOR ALLE ARBEIDERS!
-TEGEN DE UITZETTINGEN EN TEGEN HET VERHINDEREN VAN DE BINNENKOMST!

Wat de I.K.P. is en wil

Onze partij beroept zich op de Italiaanse Linkerzijde. De Italiaanse Linkerzijde is een revolutionaire marxistische stroming, die zich binnen de Italiaanse Socialistische Partij vóór de eerste wereldoorlog heeft ontwikkeld. Voordat er zelfs maar een formele verbinding bestond tussen de twee stromingen, vielen de posities van de Italiaanse Linkerzijde al op alle essentiële strategische kwesties samen met die van de bolsjewieken, in tegenstelling tot de posities van Trotski van vóór de Oktoberrevolutie: de strijd tegen het reformisme en het anarchisme; het uitroepen van het revolutionaire defaitisme tegenover de imperialistische oorlog, en het proklameren van de noodzaak deze imperialistische oorlog om te vormen in revolutionaire burgeroorlog om de macht te grijpen en de burgerlijke Staat te vernietigen; het aanklagen van alle vormen van centrisme, dat probeerde de afscheiding te vermijden ten opzichte van de partijen van de Tweede Internationale, die ten prooi was aan de sociaal-reformistische en sociaal-patriottistische verrotting, met als schijnheilig en leugenachtig argument: de "eenheid" van de arbeidersbeweging, terwijl het opportunistische precies de feitelijke scheiding van de rangen van het proletariaat betekent en de onderwerping van het proletariaat aan de regels van het parlementaire spel van de bourgeoisie.

Op het Kongres van de Italiaanse Socialistische Partij, dat gehouden werd in Livorno in januari 1921, richtte de Linkerzijde de Kommunistische Partij van Italië op, die zij leidde tot aan februari 1923, toen de leiders van de Linkerzijde door het fascistische regime van Mussolini gearresteerd werden. Maar de Linkerzijde zou haar werk voortzetten in de Kommunistische Internationale, waarmee zij akkoord was op het gebied van het programma en de principes. Zij probeerde daarbij rigoureus haar organisatorische normen en haar tactische methoden af te grenzen, om de opportunistische degeneratie te voorkomen, die in 1926 een pijnlijke realiteit werd, na daarvoor al een gevaarlijke mogelijkheid te zijn geweest. De Italiaanse Linkerzijde heeft daarna de dynamische balans moeten opmaken van die pijnlijke realiteit, voor ons, jonge strijders van de arbeiderszaak, en voor de partij die zich nu beroept op het magnifieke gevecht van de Italiaanse Linkerzijde.

Gedurende alle moeilijke jaren van de stalinistische kontrarevolutie, waarin voor de arbeiders- en kommunistische beweging alles verloren scheen, kan men zeggen dat de Italiaanse Linkerzijde de voortzetting was van het bolsjewisme, opgevat als het integrale herstel van het marxisme en als onafgebroken strijd tegen alle vormen van revisionisme: door haar orthodoxe gehechtheid aan de principes van het kommunisme; door haar ijzeren onbuigzaamheid; door haar marxistische helderheid in haar historische beoordelingen over de meer en meer totalitaire koers

van de burgerlijke democratie, over de situatie waarin het proletariaat Politiek en fysiek gereduceerd was, en bijgevolg over de perspectieven en de voorwaarden van het revolutionaire wederopbloeien. Het is op de grondslag van dit erfdeel, vastgelegd in de Stellingen van de Linkerzijde van 1920-1926 en in de balans van de daarop volgende jaren, dat onze kleine partij zich oprichtte, het eerst in Italië in 1951, voordat zij begon haar organisatorisch netwerk uit te breiden, dat nu meer en meer internationaal is.

Onze partij, ook al is zij nog zo klein, (en het is niet de eerste keer in de geschiedenis van de internationale arbeidersbeweging dat de revolutionairen gekonfronteerd worden met een situatie waarin hun stem nauwelijks gehoord wordt) beroept zich trots op de lijn die gaat van het kommunistisch manifest van 1848 tot aan de glorierijke jaren van de Internationale van Lenin.

In tegenstelling tot allen die het revolutionaire marxisme verminken en verraden, onder voorwendsel het te aktualiseren en het te moderniseren, verdedigt onze partij met hardnekkigheid de integraliteit van het kommunistisch program. Het marxisme is het heoretische wapen van het proletariaat dat strijdt tegen de kapitalistische slavernij en vóór het instellen van een maatschappij zonder klassen, de kommunistische maatschappij. Zolang het kapitalisme overeind blijft, of het nu onder de vorm van het particuliere bezit, of onder die van het Staats- dan wel zelfbeheer is, is er niets zo aktueel als zich te organiseren en te strijden om het kapitalisme neer te slaan. Zolang de strijd om een eind te maken aan het kapitalisme en om het kommunisme in te stellen aan de orde van de dag blijft, zolang is het marxisme brandend aktueel.

Het marxisme is de revolutionaire theorie, die de historische voorwaarden van de proletarische emancipatie kristalliseert. Het marxisme toont aan dat de val van het kapitalisme onvermijdelijk is, en het verlicht de weg die het proletariaat noodzakelijkerwijs moet doorlopen om met de infame wereld van het kapitaal af te rekenen. De burgerlijke maatschappij kan niet hervormd worden, maar moet van onder tot boven omvergeworpen worden om de overgang te verzekeren naar de maatschappij zonder klassen en dus zonder uitbuiting en ook zonder onderdrukking.

Het kapitalisme, en dus de uitbuitingsomstandigheden van de arbeidersklasse, heeft een internationaal karakter: de groeiende integratie van alle nationale economieën in de wereldmarkt getuigt daarvan, evenals het verschijnsel van de arbeidersemigratie en de vermenging van de verschillende nationaliteiten in alle werelddelen, evenals de internationale heilige alliantie van de burgerlijke Staten met het doel de sociale explosies te bedwingen.

De strijd van het proletariaat, zijn organisatie en de kommunistische maatschappij die voort zal komen uit zijn historisch gevecht, kunnen dus ook niets anders zijn

(vervolg pag. 8)

Onderstaand pamflet wordt door onze partij in Nederland verspreid.

Nee tegen de ontslagen en tegen de werkloosheid!

Tegenwoordig horen wij van alle kanten dat er ontslagen aangekondigd worden. Onder andere bij ENKA in Breda (waar een aantal jaren terug een bezetting nog het ontslag had weten te voorkomen): 730. Bij de NSM dreigen 400 banen verloren te gaan. Bij Philips-Elcoma, in de textielindustrie met name in het Noorden. Bij Gist-Brocades: 500 banen volgens de vakbond. Bij Ford-Amsterdam: 1750 arbeidsplaatsen op het spel. In de haven van Rotterdam, bij Volvo-Car, bij DAF. Bij DRAKA: 475. In de metaal, met name bij Plevier, bij Asselbergs (en voor de komende jaren zijn in deze sektor al meer dan 10.000 ontslagen aangekondigd!).

In al deze gevallen zijn het de wetten van het kapitalisme die dit veroorzaken: de industrie moet "konkurrend" zijn. De nederlandse industrie moet goedkoper produceren dan het buitenland, met zo weinig mogelijk arbeiders in dienst. Zo levert de wet van de concurrentie de arbeiders over aan de onbarmhartige strijd die de nationale (en internationale) kapitalisten onder elkaar leveren. Dat is een echte handelsoorlog (die morgen met militaire middelen zal worden voortgezet: door middel van de oorlog zonder meer), om hun marktaandeel op de wereldmarkt te behouden en zodoende hun winst veilig te stellen. En dit alles op onze kosten! Uit de crisis kunnen de kapitalisten alleen komen op onze kosten: sluiting van hele fabrieken, herstructureeringen met massale ontslagen aan de andere kant. De belangen van de bourgeoisie en de arbeiders gaan lijnrecht tegen elkaar in!

Arbeiders en werklozen! We laten ons dit niet welgevallen! Laten we vechten voor onze levensomstandigheden! Laten wij ons teweer stellen tegen de ontslagen, en voor menswaardige levensomstandigheden! voor de werklozen onder ons. Wij eisen van de burgerlijke kapitalisten:

- RESOLUTE STRIJD TEGEN DE ONTSLAGEN, GEEN VERVROEGD PENSIOEN MET HET VERLIES VAN HET VOLLEDIGE SALARIS!
 - VOLLEDIG LOON VOOR DE WERKLOZEN, INKLUSIEF DE TOESLAGEN, VOOR ONBEPAALE TIJD!
 - MINIMUMLOON VOOR DE JONGEREN OP ZOEK NAAR EEN EERSTE BAAN, EN VOOR DE VROUWEN DIE WEER EEN BAAN WILLEN!
 - WEG MET DE LOONSVERMINDERING VOOR DE JONGEREN! LATEN WIJ ONS NIET LATEN VERDELEN!
 - PENSIOEN OP 55-JARIGE LEEFTIJD VOOR DE MANNEN, EN OP 50 JAAR VOOR DE VROUWEN!
 - AOW GELIJK AAN HET LAATSTVERDIENDE SALARIS!
 - TEGEN ELKE DISKRIMINATIE VAN DE BUITENLANDSE ARBEIDERS!
- Terwijl sommigen extra uitgebuit worden: Laten wij samen vechten, werklozen en niet-werklozen, voor:
- 35-URIGE WERKWEEK, NU METEEN EN MET BEHOUD VAN SALARIS!
 - 5 WEKEN VAKANTIE!
 - VERMINDERING VAN HET ARBEIDSTEMPO!

Hoe kunnen wij onze eisen kracht bijzetten? We weten heel goed dat we niet veel te verwachten hebben van de FNV (om nog maar niet te spreken over het CNV), omdat de FNV de belangen van de nationale ekonomie vooropstelt, ook de meer 'strijdbare' bonden daarin.

De 'linkse' partijen, de PvdA en de CPN, zijn eveneens verdedigsters van die nederlandse ekonomie. Deze twee aksepteren de noodzakelijkheid (noodzakelijkheid...vanuit burgerlijk-kapitalistisch standpunt bekeken!) van de bezuinigingsmaatregelen. Zij verschillen alleen onderling door hun verschillende verdeling van de bezuinigings maatregelen over de inkomens- en bevolkingsgroepen.

Het verbaast ons dus niets dat ook deze twee partijen niet veel doen voor de belangen van de arbeiders. De CPN, de meest 'strijdlustige' van de twee, gebruikt bepaald geen strijdmethoden, om tegen de dreigende ontslagen te vechten, die de bourgeoisie ongerust zullen maken: het is nu al weken geleden dat de ontslagen bij Ford zijn aangekondigd, maar het enige wat de aktiekomitees, die onder sterke invloed staan van de CPN, hebben gedaan, is...een beroep doen op de gemeente en de Staat en op de bevolking van Amsterdam en omstreken. Dit alles om druk uit te oefenen op de direktie van het bedrijf om terug te komen van haar 'onrechtvaardige' plannen. In plaats van alle arbeiders, ook van de andere bedrijven, te organiseren, hebben deze aktiekomitees een beroep gedaan op de Staat en op de publieke opinie; dat wil zeggen, op de verdedigster van de algemene belangen van de burgerlijk-kapitalistische orde, en op die vormeloze massa van de publieke opinie die altijd onder de invloed is van juist die kapitalistische orde.

Arbeiders, werklozen, kameraden! Laten wij onze manier van strijd stellen tegenover dit verraad aan onze belangen van de vakbonden en de 'linkse' partijen. Laten wij ons organiseren, zowel binnen als buiten de vakbonden, tegen de leiding van die vakbonden. Laten wij stakingskomitees vormen, die samengesteld zijn uit alle arbeiders, georganiseerden zowel als niet-georganiseerden, die echt willen vechten voor hun belangen. Laten wij algemene vergaderingen houden; laten wij proberen de grote massa van de arbeiders bij de strijd te betrekken. Laten wij, meteen bij de eerste aankondigingen van ontslagen, in staking gaan, zonder die staking van te voren aan te kondigen, een staking van onbepaalde duur. Laten we proberen die staking uit te breiden naar andere bedrijven en andere sectoren. Laten we de staking niet laten breken door bendes van zogenaamde "werkwilligen", die direkt geïnspireerd worden door de bazen: we moeten massale stakingsposten vormen om de staking te verdedigen. Laten we ook de werklozen oproepen om met ons te strijden: wij vormen allen tesamen de arbeid rsklasse! De ontslagen kunnen ook ons treffen.

(vervolg pag. 8)

VERVOLG VAN PAG. 6

dan INTERNATIONAAL. Daar ligt de materiële basis van het PROLETARISCH INTERNATIONALISME dat wij opeisen, en dat onze partij al concreet realiseert in al haar levensuitingen.

De burgerlijke Staat kan niet gedemocratiseerd worden, maar moet gewelddadig verwoest worden door het in opstand gekomen proletariaat. De omvorming van de maatschappij in een kommunistische richting kan slechts gerealiseerd worden door het instellen van de diktatuur van het proletariaat, die despotisch zal ingrijpen in de verhoudingen van de produktie en van het bezit, om de uitbuiting door de burgerlijke klasse en haar vertegenwoordigers af te schaffen, die buiten de wet zullen worden gesteld zolang zij in de maatschappij zullen blijven bestaan.

Maar al deze taken: gewapende opstand, vernietiging van de burgerlijke Staat, instelling van de diktatuur van het proletariaat en de economische en sociale omvorming van de maatschappij om de komst van het communisme te verzekeren, al deze taken kunnen niet volbracht worden als het proletariaat zich niet organiseert onder de exclusieve leiding van zijn revolutionaire klassepartij: de wereld-kommunistische partij, gegrondvest op de basis van het revolutionair marxisme van Marx en Lenin, welke partij als enige aan de klasse haar eenheid van doel, wil en aktie kan geven, die zij nodig heeft om te overwinnen.

Het is dit duidelijke en besliste program dat de Internationale Kommunistische Partij verdedigt en wil realiseren. Alle oprechte revolutionairen die een afkeer hebben van schijnheiligheid, van halve maatregelen, van draaierijen, van verraderskompromissen, die erin bestaan de toekomst van het proletariaat te verruilen voor bedrieglijke hervormingen die de neiging hebben de heerschappij van de bourgeoisie nog bedrieglijker te maken, zullen zich in dit program herkennen.

Maar onze partij is geen organisatie die in een ivoren toren opgesloten zit, Onze partij is ervan overtuigd dat alléén de algemene propaganda van haar principes het haar nog niet mogelijk zal maken haar program te verwezenlijken. Zij verdedigt met vasthoudendheid het marxisme, getroost zich enorme inspanningen om het te propageren, vooral onder de arbeidersvoorhoedes en onder de strijd lustige jongeren, en versterkt haar organisatie door middel van het proselitisme, de toetreding van nieuwe leden en hun inkadering in een organisch weefsel dat haar organisatie de grootste homogeniteit van wil en aktie verzekert.

Maar onze partij bestaat uit militanten die overal strijden waar de klasse voor zichzelf leeft. Zij is ervan overtuigd dat haar deelname onmisbaar is in alle vormen van verzet van de arbeidersklasse en van de uitgebuite massa's tegen alle vormen van uitbuiting, onderdrukking en verdrukking door de bourgeoisie. Onmisbaar niet alleen voor de samensmelting tussen het revolutionaire kommunisme, belichaamd in de klassepartij, en de voorhoedes van de arbeidersbeweging, maar aan de ene kant ook voor haar eigen ontwikkeling en versterking, en om aan de andere kant aan de arbeidersbewe-

ging het maximum aan kan en te verzekeren, om zich te ontwikkelen op gezonde klassebases, buiten de verlamme invloed van de burgerlijke en kleinburgerlijke ideologieën, praktijken en organisaties.

VERVOLG VAN PAG. 4

len: en wat als morgen de arbeidersklasse in opstand komt, wie zal dan wel die vloedgolf kunnen bedwingen?

Daarom wilden Glinne en de zijnen de SP ertoe brengen om uit de regering te stappen. Daarom wendde de RAL zich tot die "linkse" socialisten om hen voor te stellen gezamenlijk een "nieuwe, echt socialistische partij" op te richten (Links van 19 februari). Daarom klagen zij allen over de afwezigheid van een "Christelijke ArbeidersPartij" die in staat zou zijn de tendenzen links van het ACV goed in te kaderen!

De komende maanden zien er moeilijk uit voor de arbeiders, want de bourgeoisie, gesterkt door de "Sociale Vrede" en achtervolgd door het tekort van de overheid en de dringende kreet van de ondernemingen tot rentabilisatie, zal de bezuinigingen tot op de bodem lanceren. Maar die maanden zullen ook moeilijk worden voor de bourgeoisie: de SP klampt zich vast aan de regeringsmacht door Spitaels als haar leider te kiezen, en in de oppositie zit niemand.

Men kan eruit afleiden dat het ongenoegen der arbeiders nog eens met kracht een uitweg zal zoeken, terwijl praktisch 1 op de tien zonder werk is, en terwijl het reële loon steeds meer verschaalt.

Er zullen allerlei krachten zijn die zullen beweren een 'alternatief' te vormen: van de linkervleugel van de SP tot aan de RAL, met daar tussen in de KPB en de PvdA. Maar al deze hebben al afstand gedaan van het enig echte alternatief, dat alle offers waard is, de PROLETARISCHE REVOLUTIE. Dit alternatief zal pas een kans hebben zich te verwezenlijken als vanaf nu de Wereld Kommunistische Partij opgebouwd wordt.

VERVOLG VAN PAG. 7

Laten we gezamenlijk vechten om de ontslagen te voorkomen en om levens- en werkomsstandigheden te krijgen die minder zwaar zijn. Als de ontslagen niet vermeden kunnen worden, dwz als onze kracht nog te zwak is om weerstand te bieden aan die hele walgelijke klup van de bourgeoisie met de vakbonden en de 'linkse' partijen aan hun voeten, laten we dan strijden voor het behoud van het salaris voor de werklozen met inbegrip van de toeslagen. Laten we vechten om onze eenheid terug te vinden. Laten we vechten tegen de agenten van de burgerlijke klasse in onze rijen: die 'linkse' partijen. De arbeidersklasse heeft alles te winnen bij haar groeiende eenheid: uiteindelijk een einde maken aan dit kapitalistische systeem, die eeuwige parasiet van ons leven!

Bevrijd de gevangenen van Blida!

Op het moment dat de bourgeoisie beweert dat er geen politieke gevangenen meer zijn in Algerije, zijn onlangs vijf militanten en kontakten van onze partij veroordeeld tot zware gevangenisstraffen.

Zij zijn ervan beschuldigd te hebben samengespannen tegen de veiligheid van de Staat en een cel van onze organisatie te hebben gevormd. Hun proces heeft zich op 27 december achter gesloten deuren in één dag voltrokken.

Zelfs na hun veroordeling blijven de gevangenen van Blida in de handen van de militaire Veiligheidsdienst. Laten wij ons mobiliseren om hun deportatie naar het Zuiden te verhinderen, om hun overbrenging naar een niet-militaire gevangenis te verkrijgen, en om hun totale bevrijding aan de Algerijnse Staat te ontrukken.

PARTIJKOMMUNIQUEE

Met bekentenissen onder marteling verkregen en na een schijnproces, zijn vijf militanten en kontakten van onze organisatie onlangs veroordeeld tot gevangenisstraffen van 3 tot 10 jaar. Het gaat om: Mohamed Benssada, Rabah Benkhallat, Abdelmalek Kendour, Ali Akkache en Mohamed Naaman. Wij begroeten deze jonge revolutionairen, die ondanks twee jaar geheime opsluiting in de handen van de Algerijnse militaire Veiligheidsdienst, niet hebben gearzeld moedig hun ideeën te verkondigen tegenover hen die zich opmaakten om hen te veroordelen.

Dit proces is een nieuwe episode in de onderdrukking die de arbeidersklasse en de arme massa's in Algerije dagelijks treft, terwijl de nieuwe heersende klasse, voortgekomen uit de onafhankelijkheidsstrijd, zich cynisch tegoed doet, rijkdommen op rijkdommen stapelend. De verbetering tegenover de veroordeelden van Blida toont aan, hoezeer de Algerijnse bourgeoisie de verspreiding vreest -in het bijzonder in het leger, voornaamste verdedigingsinstrument tegen de massa's van haar overheersing en haar voorrechten- van het revolutionaire marxisme, dat al haar leugens over het zogenaamde Algerijnse "socialisme" ontmaskert, en dat de onderdrukten de weg van hun emancipatie toont. Maar noch de onderdrukking, noch de burgerlijke leugens zullen verhinderen dat de klassekloof elke dag dieper wordt, in Algerije net zo goed als elders, en zullen niet verhinderen dat de arbeidersklasse zich meester maakt van het marxisme, om aan het hoofd van de arme massa's gaande het gevecht tegen het kapitalisme te organiseren.

Wij roepen alle revolutionairen op, alle strijders voor de zaak van de emancipatie van het proletariaat, om met ons te strijden voor de bevrijding van de veroordeelden van Blida, en om hen uit de handen van de militaire Veiligheidsdienst te ontrukken.

Wat betreft de Algerijnse bourgeoisie, haar politie en haar folteraars: wij vragen van hen noch "liberaliseringsmaatregelen", noch klementie. Wij hebben hen slechts dit te zeggen: op de dag waarop

de arbeidersklasse over zal gaan tot het vereffenen van de rekeningen, zal de straf die zij zullen ondergaan van de kant van de massa's evenredig zijn met het lijden dat zij aan de massa's hebben toegebracht.

Intekening voor de verdediging van de veroordeelden van Blida: Wij roepen alle militanten, lezers en sympathisanten op, om hun actieve solidariteit te tonen met onze kameraden en kontakten die getroffen zijn door de burgerlijke onderdrukking in Algerije, door voor hen voor een bedrag in te tekenen.

Post- of bankcheques richten aan SARO, onder vermelding van "Solidarité Algérie". De zendingen adresseren aan: Editions Programme, 20 rue Jean Bouton, 75012 PARIS Frankrijk.

ONZE PUBLIKATIES WORDEN VERKOCHT BIJ DE VOLGENDE BOEKHANDELS:

-ATHENAEUM NIEUWSCENTRUM

Spuistraat 305
AMSTERDAM

-DE TRIBUNE

Brusselsestraat 78
MAASTRICHT

-DE VRIJE BOEKHANDEL

Veemarktstraat 40
BREDA

-VAN GENNEP

Binnenweg 131
ROTTERDAM

-DE UITBUYT

Churchillweg 1
WAGENINGEN

-DATABANK

Ekonomische Hogeschool
TILBURG

-DE ROOIE RAT

Oude Gracht 65
UTRECHT

ALS U GEINTERESSEERD BENT IN ONZE OPVATTINGEN KUNT U MET ONS DISKUSSIEREN OP ONZE VASTE BIJ EENKOMSTEN: ELKE TWEDE MAANDAG VAN DE MAAND,

Van 19.30 tot 21.30 uur:
CAFE DE LA REGENCE
12 Pl Fernand Cocq
BRUSSEL

OF SCHRIJVEN NAAR: J.A. POSTBUS 199
1060 BRUSSEL 6

GEEF EEN GELDELIJKE BIJDRAGE! POSTREKENING
000-0943681-65, tnv J.ARNOLDY te LUIK